

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,  
S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,  
B. CLERFAYT

—  
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2020-2021

A-344/1 Proposition d'ordonnance

A-344/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 9 juillet 2021.

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,  
S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,  
B. CLERFAYT

—  
Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2020-2021

A-344/1 Voorstel van ordonnantie

A-344/2 Verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 9 juli 2021

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/21524]

### 15 JUILLET 2021. — Arrêté 2021/464 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'organisation de la Formation continue dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Le Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, approuvé par le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 décembre 1995, article 12 modifié par l'avenant du 4 juin 2003, approuvé par le décret du 17 juillet 2003;

Vu l'arrêté 2000/777 du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 relatif à la formation prolongée et à la reconversion professionnelle dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14/06;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget;

Vu l'avis n° avis 69.124/2 du Conseil d'Etat, donné le 21 avril 2021, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2° des lois coordonnées " sur le Conseil d'Etat " du 12 janvier 1973;

Vu le rapport établi le 09 mars 2021 conformément à l'article 3, § 1er, 2° du décret du 21 juin 2013 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Cocof;

Vu le rapport établi le 09 mars 2021 conformément à l'article 4, § 3 du décret du 15 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire française.

Considérant que les enjeux actuels de la formation continue s'inscrivent dans une articulation avec le marché du travail qui subit de profondes transformations économiques, juridiques et sociales;

Considérant que la formation continue se concrétise sous toutes les formes d'activités de formation tout au long de la vie tels que la reconversion professionnelle mais aussi le perfectionnement ou le recyclage;

Considérant que les formations continues ont pour objet l'acquisition de compétences professionnelles complémentaires permettant aux citoyens de s'adapter aux techniques liées à un métier;

Considérant que ces formations permettent également de satisfaire aux réglementations et aux agréments obligatoires;

Considérant que dans ce contexte, l'arrêté 2000/777 du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 relatif à la formation prolongée et à la reconversion professionnelle dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ne rencontre plus dans ces conditions d'agrément les considérations reprises ci-dessus et qu'il y a lieu d'assurer un cadre, une méthodologie et un contrôle garantissant les prescrits règlementaires et pédagogiques;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la formation professionnelle,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° la formation continue: la formation continue définie à l'article 9 de l'accord de coopération du 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, approuvé par le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 décembre 1995 modifié par l'avenant du 4 juin 2003, approuvé par le décret du 17 juillet 2003;

2° le sfpme : service de la formation P.M.E. relevant du service de la formation professionnelle de la Direction d'administration de l'enseignement et de la formation professionnelle de la Commission communautaire française dont les missions sont fixées à l'article 20 bis de l'accord de coopération précité du 20 février 1995;

3° le centre : espace formation PME INFAC-INFOBO, grande école des indépendants et des PME de la Région bruxelloise, centre de formation permanente pour les classes moyennes et les PME;

4° l'auditeur : la personne inscrite à une formation continue.

**Art. 3.** Le centre organise des formations continues pour lesquelles il a obtenu un agrément d'un organisme public habilité, des formations pour lesquelles il a obtenu un agrément préalable du sfpme et des formations continues qui ne font pas l'objet d'un agrément. Ces formations sont destinées à:

1° des personnes confrontées à un processus de mutations technologiques ou économiques ou;

2° des personnes souhaitant opérer une reconversion professionnelle ou;

3° des personnes désireuses d'étendre leur compétence dans l'exercice de leur métier, d'accroître leur qualification professionnelle ou d'en appréhender les évolutions techniques, législatives et sociétales.

**Art. 4.** Pour les formations continues qu'il souhaite voir agréer par le sfpme, le centre introduit une demande d'agrément au moins deux mois avant l'ouverture projetée des inscriptions à la formation continue.

**Art. 5.** La demande d'agrément contient les informations suivantes :

1° l'intitulé de la formation continue;

2° le(s) domaine(s) d'activité(s) et la(es) discipline(s) visée(s);

3° une présentation générale qui reprend à minima:

a) les objectifs généraux;

b) les activités;

c) les références du métier et/ou les bases légales ou réglementaires éventuelles en lien avec la formation;

d) l'intégration de la formation et des formations connexes tels que les dispenses possibles et passerelles.

4° le public cible et les prérequis éventuels;

5° la structure de la formation continue qui reprend :

a) la durée, le nombre de modules et d'heures de cours par module;

b) le programme et son contenu;

c) les acquis au terme de la formation;

d) les méthodes pédagogiques proposées

6° le type d'évaluation, ses critères et modalités et le titre délivré au terme de la formation;

7° le profil et le cas échéant, les qualifications, les diplômes, les certifications et les compétences particulières éventuelles du ou des formateurs qui dispenseront la formation continue;

8° les installations et équipements nécessaires.

**Art. 6.** Le sfpme agréé la formation continue dont le dossier d'agrément démontre que son organisation permet de répondre aux objectifs définis. A cette fin, le sfpme peut demander des informations complémentaires et suggérer des modifications.

Le sfpme peut conditionner l'agrément à des modifications.

La décision d'agrément est notifiée au centre dans les 30 jours de la réception du dossier complet. A défaut de notification de décision dans les 30 jours, l'agrément est acquis pour une durée de un an. Au terme de cette période, une nouvelle demande d'agrément est introduite par le centre conformément aux articles 4 et 5.

**Art. 7.** L'agrément est donné pour une durée de 5 ans. Au terme de cette période, si aucune modification n'a été apportée aux critères et modalités prévus dans le dossier d'agrément tels que fixés à l'article 5, le sfpme renouvelle l'agrément pour une nouvelle période de 5 ans à la demande du centre.

En cas de modification aux critères et modalités prévus dans le dossier d'agrément, tels que fixés à l'article 5, au cours d'une période d'agrément, une nouvelle demande doit être introduite conformément aux articles 4 et 5.

**Art. 8.** §1. Le centre organise une évaluation des auditeurs au terme de la formation continue. Le candidat est évalué conformément aux critères et modalités prévus dans le dossier d'agrément. Les auditeurs qui ont satisfait à cette évaluation obtiennent un Certificat d'Acquis de Formation Spécifique (CAFS) délivré par le centre au nom de la Commission communautaire française.

§2. Le centre délivre des attestations de participation aux auditeurs qui en font la demande.

**Art. 9.** Une subvention est accordée par le sfpme, dans les limites des crédits budgétaires pour les formations ayant fait l'objet d'un agrément.

**Art. 10.** L'arrêté 2000/777 du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 relatif à la formation prolongée et à la reconversion professionnelle dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

**Art. 11.** Les formations agréées conformément à l'arrêté précité maintiennent leur agrément pour une durée de 3 ans à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 12.** Le Membre du Collège chargé de la formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juillet 2021.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

B. CLERFAYT  
Membre du Collège chargé de la Formation  
professionnelle

B. TRACHTE  
Présidente du Collège

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/21524]

**15 JULI 2021. — Besluit 2021/464 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de organisatie van de doorlopende vorming in de permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht van het "Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", goedgekeurd bij decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1995, artikel 17 gewijzigd bij aanhangsel van 4 juni 2003, goedgekeurd door het decreet van 17 juli 2003;

Gelet op het besluit 2000/777 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de voortgezette opleiding en de beroepsomscholing in de permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 14/06;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met de Begroting;

Gelet op het advies 69.124/2 van de Raad van State, gegeven op 21 april 2021, in toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2<sup>o</sup> van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Gelet op het verslag van 9 maart 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, §1, 2<sup>o</sup> van het decreet van 21 juni 2013 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het verslag van 9 maart 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 4, §3 van het decreet van 15 december 2016 betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie

Overwegende dat de huidige uitdagingen van de doorlopende vorming deel uitmaken van een samenhang met de arbeidsmarkt die ingrijpende economische, juridische en sociale transformaties ondergaat;

Overwegende dat de doorlopende vorming gebeurt in alle vormen van opleidingsactiviteiten gedurende gans het leven, zoals de beroepsomscholing maar ook de vervolmaking of bijscholing;

Overwegende dat het doel van doorlopende vorming het verwerven van aanvullende professionele vaardigheden is die burgers in staat stellen zich aan te passen aan de technieken die verband houden met een beroep;

Overwegende dat deze opleidingen het ook mogelijk maken om te voldoen aan de voorschriften en verplichte erkenningen;

Overwegende dat in deze context het besluit 2000/777 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de voortgezette opleiding en de beroepsomscholing in de permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, in zijn erkenningsvoorwaarden niet meer voldoet aan de hierboven vermelde overwegingen en dat het noodzakelijk is om te zorgen voor een kader, een methodologie en een controle die de wettelijke en educatieve voorschriften garandeert;

Op voorstel van het Lid van het College belast met Beroepsopleiding,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder:

1<sup>o</sup> de doorlopende vorming: de doorlopende vorming bepaald in artikel 9 van het samenwerkingsakkoord van 20 februari 1995 tussen de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de Permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht van het "Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", goedgekeurd bij het decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1995, artikel 17 gewijzigd bij aanhangsel van 4 juni 2003, goedgekeurd door het decreet van 17 juli 2003;

2<sup>o</sup> de SFPME: Service Formation PME die afhangt van de dienst voor beroepsopleiding van het directiebestuur van onderwijs en beroepsopleiding van de Franse Gemeenschapscommissie waarvan de opdrachten zijn vastgelegd in artikel 20 bis van voormeld samenwerkingsakkoord van 20 februari 1995;

3<sup>o</sup> het centrum : espace formation PME INFAC-INFOBO, Grande école des indépendants et des PME de la Région bruxelloise, Centre de formation permanente pour les classes moyennes et les PME.

4<sup>o</sup> de auditor: de persoon ingeschreven voor een doorlopende vorming.

**Art. 3.** Het centrum organiseert doorlopende vormen waarvoor het de erkenning heeft gekregen van een bevoegde overheidsinstantie, opleidingen waarvoor het de voorafgaande erkenning heeft gekregen van de SFPME en doorlopende vormen die niet onderworpen zijn aan een erkenning. Deze opleidingen zijn bedoeld voor:

1<sup>o</sup> personen die geconfronteerd worden met een proces van technologische of economische verandering of;

2<sup>o</sup> personen die zich willen omscholen of;

3<sup>o</sup> personen die hun vaardigheden in de uitoefening van hun beroep willen uitbreiden, hun beroepskwalificatie willen verhogen of de technische, wetgevende en maatschappelijke ontwikkelingen ervan willen begrijpen.

**Art. 4.** Voor de doorlopende vormen die het door de SFPME erkend wil zien, dient het centrum minstens twee maanden voor de geplande opening van de inschrijvingen voor de doorlopende vorming een aanvraag tot erkenning in.

**Art. 5.** De aanvraag tot erkenning bevat de volgende gegevens:

1<sup>o</sup> de titel van de doorlopende vorming;

2<sup>o</sup> het/de werkveld(en) en de bedoelde discipline(s);

3° een algemene presentatie die ten minste het volgende omvat:

a) de algemene doelstellingen;

b) de activiteiten;

c) de referenties van het beroep en/of de mogelijke wettelijke of reglementaire grondslagen in verband met de opleiding;

d) de integratie van de vorming en aanverwante opleidingen zoals eventuele vrijstellingen en overstapmogelijkheden.

4° de doelgroep en de eventuele vereiste voorkennis;

5° de structuur van de doorlopende vorming die het volgende bevat:

a) de duur, het aantal modules en lessen per module;

b) het programma en de inhoud ervan;

c) de verworven kennis aan het einde van de opleiding;

d) de voorgestelde lesmethoden

6° het soort evaluatie, de criteria en modaliteiten ervan en de titel die aan het einde van de opleiding wordt uitgereikt;

7° het profiel en, in voorkomend geval, de kwalificaties, diploma's, certificeringen en eventuele specifieke vaardigheden van de opleider(s) die de doorlopende vorming zullen verstrekken;

8° de nodige installaties en uitrusting.

**Art. 6.** De SFPME keurt de doorlopende vorming goed waarvan het erkenningsdossier aantoont dat zijn organisatie hem toelaat om de gedefinieerde doelstellingen te bereiken. Hiertoe kan de SFPME aanvullende informatie opvragen en wijzigingen voorstellen.

De SFPME kan de erkenning afhankelijk stellen van wijzigingen.

De erkenningsbeslissing wordt binnen 30 dagen na ontvangst van het volledige dossier aan het centrum meegedeeld. Bij gebreke van kennisgeving van een beslissing binnen 30 dagen, wordt de erkenning verkregen voor een periode van één jaar. Aan het einde van deze periode wordt door het centrum een nieuwe aanvraag tot erkenning ingediend overeenkomstig de artikelen 4 en 5.

**Art. 7.** De erkenning wordt gegeven voor een periode van 5 jaar. Aan het einde van deze periode, indien er geen wijziging is aangebracht aan de criteria en modaliteiten voorzien in het erkenningsdossier zoals vastgelegd in artikel 5, hernieuwt de SFPME de erkenning voor een nieuwe periode van 5 jaar op verzoek van het centrum.

Bij een wijziging van de criteria en modaliteiten voorzien in het erkenningsdossier, zoals bepaald in artikel 5, gedurende een erkenningsperiode, dient een nieuw verzoek te worden ingediend overeenkomstig de artikelen 4 en 5.

**Art. 8.** §1. Het centrum organiseert een evaluatie van de auditoren aan het einde van de doorlopende vorming. De kandidaat wordt beoordeeld volgens de criteria en modaliteiten voorzien in het erkenningsdossier. De auditoren die voor deze beoordeling geslaagd zijn, verkrijgen een Certificat d'Acquis de Formation Spécifique (CAFS) dat door het centrum namens de Franse Gemeenschapscommissie wordt afgegeven.

§2. Het centrum geeft bewijzen van deelname af aan auditoren die erom vragen.

**Art. 9.** Een subsidie wordt toegekend door de SFPME, binnen de grenzen van de begrotingskredieten voor de opleidingen die zijn erkend.

**Art. 10.** Het besluit 2000/777 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 betreffende de voortgezette opleiding en de beroepsomscholing in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

**Art. 11.** De overeenkomstig voormeld besluit goedgekeurde opleidingen behouden hun erkenning gedurende een periode van 3 jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 12.** Het Lid van het College belast met Beroepsopleiding is belast met de uitvoering van deze beslissing.

Brussel, 15 juli 2021.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

B. CLERFAYT  
Collegelid belast met Beroepsopleiding

B. TRACHTE  
Voorzitter van het College